

REUNION SUR LA CRISE DES PRIX ALIMENTAIRES ET DES PRODUITS DE PREMIERE NECESSITE 7 OCTOBRE 2008 – POINTS CLES ET RECOMMANDATIONS

INTRODUCTION

Dans la région de l'Afrique de l'Ouest et Centrale les taux de pauvreté, de mortalité maternelle et infantile sont parmi les plus élevés au monde et les chocs naturels et humains sont récurrents et étendus. Une crise de longue durée, telle que la crise des prix et d'autres matières premières, fait courir le risque d'inverser la tendance et faire régresser la région de 5 à 10 ans, entravant d'une manière significative tous nos efforts en vue d'atteindre les Objectifs du Millénaire pour le Développement en 2015. Au long terme, cette crise des prix alimentaires et d'autres matières premières pourrait toucher tous les aspects du bien être des ménages les plus pauvres, pas seulement les ménages des zones urbaines, mais également les importateurs nets dans les zones rurales dépendants des marchés. Les stratégies de survie adoptées pour faire face à l'augmentation des prix des denrées alimentaires auront une incidence sur la capacité des ménages à maintenir les enfants à l'école et sur l'accès aux soins de santé essentiels ; ils conduiront de toute manière à leur appauvrissement. Il est donc évident que la crise actuelle n'est pas seulement une urgence à court terme et cette réunion représente le début d'un processus de coordination pour y répondre.

OBJECTIFS DE LA REUNION

- Mieux comprendre l'impact au long terme de la crise sur les populations vulnérables.
- Identifier les besoins en matière de collecte de données et d'analyse et les meilleurs moyens d'y répondre.
- Parvenir à un consensus sur les mécanismes prioritaires pour renforcer la coordination au niveau régional.

SESSION 1

Causes et conséquences de la Crise Alimentaire et Réponse de la FAO

Dr. Edouard K. Tapsoba, Sous Directeur Général, Chargé du Bureau Régional de la FAO pour l'Afrique

Points clefs discutés

- Il y a trois niveaux de responsabilité vis-à-vis la crise : national, sous régional, communauté internationale.
- Il y a trois dimensions à retenir dans le domaine des politiques face à la crise des prix alimentaires : politiques sociales, commerciales et budgétaires.
- Il est important d'analyser et comprendre mieux la réactivité des pays face à la crise.
- Dans sa réponse à la crise, la FAO doit accompagner les gouvernements : sensibiliser les chefs d'états concernant les politiques de subventions mises en place pour réduire le prix des denrées alimentaires.
- Les gouvernements ont négligé l'agriculture et l'aide publique au développement de ce secteur a baissé. Il y a une responsabilité commune de mobiliser la volonté politique des gouvernements et de la communauté internationale pour respecter l'engagement pris récemment de consacrer un montant budgétaire de 10 % minimum à l'agriculture.
- La FAO a mis en place des programmes de soutien aux gouvernements pour assurer la sécurité alimentaire, mais l'efficacité des solutions proposées dépend aussi du fonctionnement des institutions régionales (CEDEA, SADEC, CEAC).

Recommandations

- Pour mettre en œuvre de façon durable une politique et une réponse programmatiques efficaces, il est important qu'il y ait réactivité et pro activité des Etats. Les organisations internationales doivent les appuyer dans ces deux domaines à travers le renforcement des capacités et le suivi et l'analyse de l'impact des politiques.
- Les organisations internationales doivent jouer un rôle d'assistance technique et de plaidoyer afin d'assurer un arbitrage/ équilibre des allocations à consacrer aux secteurs sociaux (agriculture, éducation et santé).

Session 2

Implications sociales et économiques de la crise sur les populations vulnérables en Afrique de l'Ouest et Centrale

Susan Gannon, Analyste Régionale Sécurité Alimentaire, Cellule pour les Opérations d'Urgence et de Réhabilitation, FAO (pour FAO, PAM, UNICEF)

Points clefs discutés :

- Un grand nombre d'informations essentielles concernant l'impact à long terme de la crise reste géographiquement circonscrite et parfois anecdotique, comme par exemple l'augmentation des taux d'abandon scolaire ou du travail des enfants.
- La crise a amplifié la vulnérabilité mais ne l'explique pas à elle seule; il y a d'autres raisons récurrentes liées à la gouvernance économique, sociale et politique.
- Pour éviter les crises de malnutrition, la communauté internationale doit se mobiliser pour un plaidoyer efficace et rapide.
- L'impact de la crise a augmenté la vulnérabilité des ménages, même si les prix baissent dans les mois à venir et que la récolte 2008/2009 s'annonce prometteuse.

Recommandations

- On ne dispose à l'échelle régionale que d'une information incomplète et anecdotique sur l'impact de la crise sur l'éducation et la santé ; l'attention à la protection sociale doit devenir régulière et systématique.
- Les organisations internationales doivent appuyer les efforts des gouvernements pour développer l'agriculture, tout en s'assurant que la politique à l'échelle de la région sur l'agriculture intègre les autres aspects du développement (ex. la politique de la CEDEAO).
- Mettre l'accent sur une capacité de communication en temps réel, et de plaidoyer rapide et efficace.

Session 3

Présentation des Réponses à la Crise alimentaire en Afrique de l'Ouest et du Centre

David Bulman, Senior Regional Programme Advisor, Bureau Régional pour l'Afrique de l'Ouest (PAM)

Points clefs discutés

- Bien qu'il y ait un manque de données concernant l'impact de cette crise sur les populations vulnérables, les organisations internationales et les gouvernements ne peuvent pas attendre et doivent intervenir pour éviter une crise ou atténuer son impact sur les populations plus vulnérables.
- *Programme de transfert en espèces/coupons (cash/voucher transfer)*
Le programme *transfert en espèces/cash voucher* est un nouveau programme au sein du PAM. Un bilan est prévu dans les prochains mois de l'actuelle période de pilotage de ce programme au Burkina Faso, en Guinée, au Sénégal, en Sierra Leone, au Liberia et en Mauritanie. Le programme s'inscrit dans le cadre d'une réponse d'urgence, mais en même temps, il représente une tentative d'insertion dans les systèmes nationaux publics. Il y a un débat autour de la question du ciblage pour ce type de programme selon le type de transfert (espèce ou coupon) Les approches innovantes (espèces /coupons) posent des problèmes de compréhension au niveau des communautés (ex. la question d'éthique).
- La solidarité sociale est affectée par la hausse des prix : ceci est pris en compte dans les évaluations.
- Les politiques commerciales et les mesures protectionnistes des pays qui font face à la crise des prix alimentaires ont aussi bien des points faibles que des points forts ; par exemple, le programme spécial d'intervention en Mauritanie, et la GOANA au Sénégal.

Recommandations

- *Programme de transfert en espèces/coupons (cash/voucher transfer)*
 - partager l'expérience du PAM concernant la méthodologie adoptée pour le ciblage dans la réponse rapide.
 - accorder un rôle important à l'IEC (Information Education Communication) pour contrecarrer les effets pervers de la politique des transferts en espèce.
 - développer une analyse des mécanismes sociaux qui se mettent en place : les stratégies d'adaptation et les comportements dans les années à venir.
- Pour relever les défis de la réponse à la crise, toutes les expériences conduites doivent être analysées, partagées, diffusées.
- Développer une analyse systématique et régulière concernant les politiques commerciales/ les mesures protectionnistes.

Session 4

Présentation des Réponses à la Crise alimentaire en Afrique de l'Ouest et du Centre (suite)

Solofo Ramarason, Conseiller Régional en Planification de Programme, Bureau Régional pour l'Afrique de l'Ouest et Centrale (UNICEF)

Points clés

- La réponse nutritionnelle a été apportée par l'UNICEF et ses partenaires sur la base de critères de vulnérabilité tels que les taux de mortalité infantile, les taux de malnutrition aigue et chronique, la prévalence du VIH/SIDA.
- Le degré de fiabilité des données et des informations disponibles pour identifier et programmer les actions nécessaires à court terme et à long terme reste inadéquat.
- La Protection sociale : le défi c'est de pouvoir faire le lien entre les actions d'urgence et celles à long terme.
- Il existe déjà un mécanisme de coordination entre le FNUAP, l'OMS, l'ONUSIDA et l'UNICEF pour le renforcement des systèmes de soins de santé primaires. Il a appuyé le développement des études sur l'utilisation des soins de santé primaires.

Recommandations

- En matière de réponse nutritionnelle, les informations étant parcellaires, il sera nécessaire d'harmoniser et de coordonner les actions entre toutes les agences.
- Le mécanisme de coordination déjà existant entre le FNUAP, l'OMS, l'ONUSIDA et l'UNICEF pour le renforcement des systèmes de suivi des soins de santé primaires, doit contribuer à la réflexion sur : comment développer une (méta) analyse de l'impact de la crise sur la santé. En particulier, il est nécessaire d'analyser les dimensions suivantes :
 - L'augmentation des prix et l'utilisation des soins de santé primaires
 - L'assainissement et l'accès à l'eau potable
- Engager les discussions et les échanges au sujet de la Protection sociale. Mettre en place un groupe de travail en la matière en vue d'harmoniser les réponses.

SESSION 5- GROUPE DE TRAVAIL :

CARTOGRAPHIE DES SYSTEMES DE COLLECTE ET D'ANALYSE DE DONNEES EN AFRIQUE DE L'OUEST ET CENTRALE SUR LA CRISE DES PRIX ALIMENTAIRES

Attente des participants en matière d'analyse de l'impact à moyen et long terme de la hausse des prix

Domaine thématiques	Micro (impact sur les ménages)	Macro (impact sur les secteurs et les politiques)
Protection sociale/ pauvreté	<ul style="list-style-type: none"> -- Simulation de l'impact sur ceux qui sont déjà en pauvreté chronique - impact de la crise sur l'exploitation sexuelle des enfants - impact de la crise sur le travail des enfants - Impact de la crise sur l'accès des femmes a l'emploi - Impact de la crise sur le bien être des populations vulnérables 	<ul style="list-style-type: none"> - Compréhension de la pauvreté urbaine
Education	<ul style="list-style-type: none"> - impact de la crise sur la performance scolaire - impact de la crise sur la scolarisation des filles - impact de la crise sur la rétention scolaire - impact de la crise sur le statut nutritionnel des élèves et la relation avec le rendement scolaire 	<ul style="list-style-type: none"> - impact de la crise sur les dépenses publiques sur l'éducation - suivi des politiques en éducation, y compris l'abolition des frais
Nutrition/santé	<ul style="list-style-type: none"> -- Impact de la crise sur le statut nutritionnel de la mère - Impact direct de l'augmentation des prix sur la malnutrition aigue - Lien entre changement du statut économique des ménages et la situation nutritionnelle des enfants de moins de 5 ans - Degré de diminution de dépenses pour la santé au niveau des ménages -Impact de la crise sur la taille des ménages 	<ul style="list-style-type: none"> - répondre à la question concernant l'abolition des frais/subvention x les frais - Impact de la crise sur les dépenses publiques en santé - Impact de la crise sur l'accessibilité aux services de sante primaires (préventif et curatif)
Agriculture et sécurité alimentaire	<ul style="list-style-type: none"> -- nombre et typologie des ménages affectés par la hausse des prix - impact sur les ménages non producteurs (zones urbaines et rurales) impact de la hausse des prix sur la diversité de la consommation alimentaire - Qui profite de la hausse des prix ? 	<ul style="list-style-type: none"> - impact sur l'environnement - allocations budgétaires pour l'agriculture - impact des mesures prises par les gouvernements pour augmenter la production - contraintes des politiques agricoles nationales qui empêchent la production agricole, la productivité et la commercialisation - impact des prix des intrants sur l'investissement privé du secteur agricole et la sécurité alimentaire

Points clefs

- Les débats ont mis en lumière l'existence de systèmes de collecte de données dans la région, à la fois dans le domaine du suivi courant de la vulnérabilité à la sécurité alimentaire et celui des enquêtes périodiques sur la pauvreté, l'éducation et la santé. Les participants ont relevé une hétérogénéité des pratiques de collecte de données des systèmes de suivi existants, ainsi qu'une faiblesse des systèmes statistiques nationaux dans la région.
- Sous l'égide de la coordination de la réponse humanitaire à la crise des prix alimentaires menée par OCHA, une revue des enquêtes a été complétée concernant toutes les activités de collecte de données en cours. Une évaluation des capacités des systèmes d'alerte précoce et autres systèmes de gestion de l'information est aussi en cours.

Recommandations

- Les organisations internationales doivent continuer à appuyer le renforcement des capacités des instituts statistiques nationaux.
- Obtenir un consensus pour que les systèmes de suivi courant (Systèmes d'Alerte Précoce, Systèmes d'Information des Marchés) soient mis en cohérence avec les enquêtes périodiques de moyen terme (QUIBB, LSMS, MICS) pour faire ressortir l'impact de la hausse des prix sur la pauvreté, l'éducation et la santé.
- Harmoniser les outils de collecte de donnée des SAP dans la région.
- Veiller à intégrer d'avantage l'approche «ménage» dans les analyses.
- Outiller d'avantage les journalistes (rendre l'information disponible et compréhensible pour les media).
- Vu la nature sensible des données sur le plan politique, nécessité d'engagement politique au plus haut niveau ; RDT / institutions régionales (CILSS, ECOWAS etc.)
- Voir dans quelle mesure le travail de OCHA en matière de données et systèmes d'information peut être exploité et élargi à l'analyse de l'impact à long terme.

Session 6– Groupe de Travail

Priorités pour la réponse à long-terme et pour renforcer la coordination

- **Les Axes thématiques majeurs qui ont été identifiés pendant la réunion sont les suivants:**
 - Approvisionnement agricole et alimentaire
 - Protection sociale pour fournir des filets de sécurité aux plus vulnérables et contrecarrer les stratégies de survie à effets pervers
 - Interventions nutritionnelles
 - Maintenir l'accès aux services sociaux de base
 - Politiques budgétaires
 - Politiques commerciales.

Points clefs

- Les discussions ont mis l'accent sur la nécessité de capitaliser dans un premier temps sur l'existant. Le défi majeur est de s'assurer que les questions liées à l'impact des prix alimentaires soient prise en compte dans les systèmes/ structures déjà existants (UNGEI/ HHA).
- OXFAM (GB et America) a fait appel à la création d'un système de coordination surtout pour les approches liées aux causes profondes de la pauvreté (justice sociale, gouvernance).
- Il existe des possibilités de collaboration des agences engagées dans le domaine de l'éducation dans les 3 volets suivants :
 - Collecte et analyse des données
 - Renforcement de l'IEC (Information Education Communication)
 - Introduction de l'enseignement agricole dans les curricula au niveau de l'enseignement secondaire et universitaire.

Recommandations

Il est urgent de mettre en place un mécanisme pour une discussion et une analyse régulières et permanentes qui nous engageront tous, d'une manière coordonnée, sur le long terme. Le renforcement de la coordination inter-agence sur la crise des prix alimentaires au long terme représente une étape importante dans la mise en œuvre de la vision Nations Unies «Delivering as One».

A. Données et analyse

- Identifier les opportunités pour rationaliser et harmoniser les systèmes de collecte de données et de suivi, et pour renforcer le partage des informations sur ces systèmes et les données issues des systèmes.

- Mener des analyses simples dans un premier temps sur l'impact à long-terme de la crise des prix alimentaires, et dans une seconde étape, des analyses de plus en plus complexes.
- Appuyer la conduite des évaluations conjointes en vue de mesurer l'impact des opérations qui ont été menées.
- Partager les expériences et les leçons qui peuvent en être tirées.

B. Mécanismes de coordination

- L'action concernant l'impact de la crise des prix alimentaires doit s'intégrer comme priorité dans le travail de mécanismes de coordination déjà existants en Afrique de l'Ouest et Centrale ex. UNGEI, JURTA, HHA.
- Un nouveau mécanisme de coordination doit être mis en place pour partager les informations et pour discuter des options concernant la réponse des politiques sociales et économiques à la crise. Ceci inclut l'appui pour le développement des systèmes et des programmes de protection sociale en tant que nouvelle priorité qui ne bénéficie pas encore de mécanisme particulier pour le partage des connaissances à l'échelle de la région.
- Les organisations internationales doivent travailler étroitement avec et renforcer les capacités des communautés économiques régionales (CER - CEDEAO, l'UEMOA, la CEEAC) en Afrique de l'Ouest et Centrale en matière de suivi de la crise et de coordination avec les gouvernements pour éviter, entre autres, les allocations budgétaires déséquilibrés et les mesures protectionnistes ayant un impact négatif.
- Coordonner les efforts à travers le PNUD et le RDT.

ANNEXE I

GLOSSAIRE DES ACRONYMES RELATIFS A LA COLLECTE D'INFORMATION

Ce document déchiffre certains acronymes relatifs à la collecte d'information / indicateurs sociaux en Afrique de l'Ouest et du Centre.

CFSVA : Comprehensive Food Security and Vulnerability Assessment. En français, Analyse Globale de la Vulnérabilité et de la Sécurité Alimentaire (AGVSA). Un CFSVA est basé sur une enquête ménage et vise à fournir un référentiel de base de niveau national pour la sécurité alimentaire et la nutrition. Une CFSVA prétend produire des statistiques représentatives avec une précision adéquate au niveau administratif 1. Les CFSVA sont mises en œuvre selon une méthodologie standardisée développée par le PAM.

EDS : Enquête Démographique et de Santé. L'Enquête Démographique et de Santé est une enquête par sondage représentative au niveau national.

L'enquête EDS bénéficie de l'assistance technique d'ORC Macro, institution de coopération américaine en charge du programme international des Enquêtes Démographiques et de Santé (DHS). L'EDS fournit des renseignements sur la population, la planification familiale, la santé et l'état nutritionnel des femmes et des enfants. Combinée aux enquêtes MICS, les enquêtes EDS fournissent des indicateurs permettant le suivi et l'évaluation des progrès vers la réalisation des Objectifs du Millénaire pour le Développement (OMD).

EFSA : Emergency Food Security Assessment. Evaluation de la Sécurité Alimentaire en situation d'urgence. Les EFSA comprennent une collecte de données primaires dans la zone affectée par la situation d'urgence. Les résultats des EFSA sont de niveaux Ce type d'étude est menée aux différentes étapes d'une situation d'urgence. Les EFSA sous des directives élaborées par le PAM.

ISPF : Initiative for Soaring Food Prices. Initiative FAO comprenant entre autres des missions conjointes avec la Banque Mondiale et le PAM pour détermine les réponses à apporter à la hausse des prix. Le travail de l'ISFP est principalement basé sur des données secondaires.

MICS : Multiple Indicator Cluster Survey. L'Enquête par grappes à indicateurs multiples (MICS) est une enquête auprès des ménages qui couvre tout le territoire national des pays participants.

L'enquête MICS a été développée par l'UNICEF dans le but d'assurer le suivi et l'évaluation des progrès en matière de développement en mettant l'accent sur la situation de la femme (15-49 ans) et de l'enfant (0-59 mois). Une MICS est menée environ tous les cinq ans dans un pays donné. Les données issues des enquêtes MICS sont représentatives et précises à l'échelon administratif 1

NUSAPPS : Nutrition, Alimentation, Sécurité Alimentaire et Politiques Publiques au Sahel. Initiative menée par le CILSS en partenariat avec l'IRD pour appuyer les pays à intégrer les données nutritionnelles dans les analyses et. NUSAPPS comprend également un renforcement des capacités et de dissémination d'information.

QUIBB : Questionnaire d'Indicateur de Base du Bien Etre. Méthode de la Banque Mondiale. Statistiques collectées auprès des ménages sur les différentes dimensions de la pauvreté,

significatives par région et par milieu (rural vs. urbain). Les QUIBB sont des exercices menés afin d'alimenter les stratégies nationales de réduction de la pauvreté.

RESIMAO : Réseau des systèmes d'information des marchés de l'Afrique de l'Ouest. Les SIM membres du RESIMAO ont vocation à publier. Ce réseau comprend des pays du CILSS ainsi que des pays non-CILSS.

SAP : Systèmes d'alerte précoce. Ces systèmes collectent à l'échelon national des informations ayant trait à l'agriculture, la sécurité alimentaire et la nutrition. Les pays membres du CILSS disposent de SAP.

SIM : Système d'Information sur les Marchés. Les SIM nationaux collectent sur les principaux marchés du pays les prix des céréales, des cultures de rente et, dans certains cas, du bétail. Les pays membres du CILSS disposent de SIM.

SMART : Standardized Monitoring and Assessment of Relief and Transitions. Enquête standardisée rapide menée avec l'appui d'UNICEF comprenant une composante nutrition. Les enquêtes SMART sont mises en œuvre sur base d'une méthodologie standardisée et évolutive.

ANNEXE II

REUNION INTER-AGENCES SUR LA CRISE DES PRIX ALIMENTAIRES
7 OCTOBRE 2008 - HOTEL, MERIDIEN PRESIDENT DAKAR, SENEGAL

LISTE DES PARTICIPANTS version du 07/10/08

	AGENCE	NOM	TITRE
1	AECID	Ines Anton	Responsable de Projets
2	Ambassade du Japon	Cheikh Saar Gueye	Assistant à la Coopération
3	Ambassade de France	Claude Candillier	Attaché de Coopération
4	Ambassade des Pays Bas	Gerard Schudling	2è Secrétaire
5	Banque Mondiale	Jean-Philippe Tré	Coordinateur Agriculture/ Développement Rural
6	ECHO	Friedrich Mahler	Assistant Alimentaire
7	FAO, ADC	Edouard Tapsoba	Représentant Régional a.i.
8	FAO	Susan Gannon	Food Security Advisor
9	NEPAD	Komla Bissi	Agribusiness Adviser
10	OMS- Bureau Régional	Bokar Touré	Coordinateur Afrique
11	OXFAM America	Sophie Ly Sow	Regional Communication Officer
12	OXFAM Grande Bretagne	Alexander Woollcombe	Food Advocacy Coordinator
13	OXFAM Grande Bretagne	Margie Morard	Regional Food Security Adviser
14	PAM	Claude Jibidar	Directeur Régional Adjoint
15	PAM	David Bulman	Conseiller Régional Principal en Programme
16	PAM	Jean-Martin Bauer	Spécialiste des Marchés
17	Plan	Mie Takaki	Directeur Régional Adjoint
18	Save the Children	Jenny Marshall	Responsable des Programmes
19	UE	Cristina Vincente Ruiz	Chargé de Programme
20	UNDP	Jean-Christophe Deberre	Directeur Régional Adjoint, RBA
21	UNDP	Mensah Aluka	Spécialiste de Coordination Régionale
22	UNDP	Michel Stanislas Villar	Conseiller du Directeur Régional
23	UNDP	Mohamed Sall Sao	Conseiller en Gouvernance
24	UNESCO - BREDA	Ann T. Ndong Jatta	Directrice Régionale - BREDA
25	UNESCO - BREDA	Christophe Dikenou	Sciences Sociales et Humaines
26	UNESCO - BREDA	Jeanne Seck	Conseiller Régional Communication et Information
27	UNFPA	Bintou Sanogo	SRO /OIC
28	UNFPA	Ndzi Jonathan	Spécialiste en Affaires Humanitaire
29	UNICEF - BRAOC	Anthony Hodges	Chef Régional en Politiques Sociales
30	UNICEF - BRAOC	Christina Bierring	Chef Régional, Suivi et Evaluation
31	UNICEF - BRAOC	Esther Guluma	Directrice Régionale, BRAOC
32	UNICEF - BRAOC	Robert Johnston	Spécialiste en Nutrition
33	UNICEF - BRAOC	Sarah Martelli	Spécialiste Régionale en planification
34	UNICEF - BRAOC	Solofo Ramaroson	Chef Régional , Planification
35	UNICEF - BRAOC	Vanya Berrouet	Spécialiste en Education
36	USAID /OEDA	Stefanie Sobol	Conseiller Régional
37	USAID Sénégal	Aminata Niang Badiane	Agriculture and Natural Resources Manager
38	USAID West Africa	Melissa Knight	Office Chief /Regional Agricultural and NRM

ANNEXE III

CRISE DES PRIX ALIMENTAIRES - REUNION INTER-AGENCES POUR L'AFRIQUE DE L'OUEST ET DU CENTRE

HOTEL MERIDIEN PRESIDENT - DAKAR, 7 OCTOBRE 2008

AGENDA DE LA REUNION

Session			Résultat Attendu
09.00 - 09.15	Ouverture	Jean-Christophe Deberre, Directeur Régional Adjoint, PNUD/RBA (ASRO-1)	Remarques préliminaires, cadrage de la réunion
09.15 – 10.00	Présentation des causes et des conséquences de la Crise Alimentaire et de la Réponse de la FAO	Edouard Tapsoba, Directeur Régional pour l'Afrique (FAO)	- Analyse des causes et des conséquences de la crise des prix des denrées alimentaires et de la réponse de la FAO - Discussion par les agences et les principaux partenaires
10.00-10.30	Implications sociales et économiques de la crise sur les populations vulnérables en Afrique de l'Ouest et Centrale	Susan Gannon, Analyste Régionale Sécurité Alimentaire, Cellule pour les Opérations d'Urgence et de Réhabilitation, FAO (pour FAO, PAM, UNICEF)	- Analyse de l'impact de la crise des prix des denrées alimentaires et d'autres biens sur la vulnérabilité des populations en Afrique de l'Ouest et Centrale
10.30 – 11.00	Pause café		

Session			Résultat Attendu
11.00 – 11.45	Présentation des Réponses à la Crise alimentaire en Afrique de l'Ouest et du Centre (suite)	David Bulman Senior Regional Programme Advisor Bureau Régional pour l'Afrique de l'Ouest (PAM)	- Présentation et discussion par les agences et les principaux partenaires des différentes stratégies de réponse à la crise - Examen des réponses (long terme)
11.45 – 12.30		Solofo Ramaroson, Conseiller Régional en Planification de Programme, Bureau Régional pour l'Afrique de l'Ouest et Centrale (UNICEF)	
12.30 – 14.00	Pause Déjeuner		
14.00 – 15.15	Cartographie des systèmes de collecte et d'analyse de données en Afrique de l'Ouest et Centrale sur la crise des prix alimentaires	Agences NU, USAID, Union Européenne, Pays Bas, Espagne, France, Banque Mondiale, Save the Children, Oxfam, Plan, NEPAD	- Synthèse des différents systèmes de collecte et d'analyse de données, - Identification des lacunes à combler
15.15 – 16.30	Priorités pour la réponse au long-terme et pour renforcer la coordination	Agences NU, USAID, Union Européenne, Pays Bas, Espagne, France, Banque Mondiale, Save the Children, Oxfam, Plan, NEPAD	- Tour de table et propositions des agences et des partenaires concernant : 1) Les axes majeurs de la réponse au long-terme (production agricole, protection sociale etc...) 2) les mécanismes de coordination
16.30 – 17.00	Synthèse des travaux, remarques conclusives,	Esther Guluma, Directrice Régionale, Bureau Régional pour l'Afrique de l'Ouest et Centrale (UNICEF)	Conclusions et perspectives: (i) stratégies de suivi, d'analyse et de réponse à la crise (ii) proposition de mécanismes de coordination inter agences en liaison avec les partenaires